



LA SUISSE FAIT VIBRER LA PRESSE INTERNATIONALE

AGEFI - 05.12.2025

«LE «NON» SUISSE EST INTERPRÉTÉ COMME UN DÉSAVEU CLAIR DES POLITIQUES DE REDISTRIBUTION AGRESSIVES.»

Le récent rejet massif et heureux, le 30 novembre, de l'initiative des Jeunes Socialistes visant à introduire un impôt de 50% sur la part des successions et donations dépassant 50 millions de francs a suscité un vif intérêt médiatique bien au-delà des frontières suisses. L'ampleur du résultat, à savoir un refus cinglant de près de 80%, a surpris de nombreux observateurs et relancé, dans la presse internationale, la réflexion sur la singularité du modèle helvétique face aux appels croissants à la redistribution massive dans de nombreux pays. Parallèlement au vote national, l'excellente décision du canton de Zoug de réduire à nouveau l'imposition des personnes physiques a suscité un écho bien moindre, tant en Suisse qu'à l'étranger.

Dans les colonnes du Financial Times, du Washington Post ou d'autres titres politico-économiques de référence, le vote du 30 novembre est interprété comme un signal clair : la Suisse reste farouchement attachée à un modèle fiscal stable, compétitif et décentralisé, y compris quand le reste du monde s'enflamme sur la taxation des ultrariches. Nombre d'éditorialistes y voient la confirmation d'un paradoxe typiquement helvétique, à savoir un pays attentif aux questions sociales, mais qui refuse obstinément les réformes fiscales radicales jugées potentiellement contre-productives. À Londres comme à New York, la démocratie directe helvétique est saluée pour son rôle

de filtre institutionnel. Elle permet d'écarter des projets perçus comme risqués pour l'attractivité économique de notre pays.

Alors que plusieurs gouvernements occidentaux discutent de taxes sur la fortune ou de hausses ciblées sur les héritages élevés, le « non » suisse est interprété comme un désaveu clair des politiques de redistribution agressives. Il illustre en réalité la volonté des citoyens de conserver la maîtrise directe de l'évolution du cadre fiscal, en privilégiant une approche modérée et en se tenant à distance des tendances idéologiques qui dominent parfois les débats internationaux.

Ainsi, même dans un climat mondial où les inégalités et le financement des transitions énergétiques occupent une place croissante, la Suisse confirme sa prudence et sa cohérence en matière d'imposition du patrimoine. Ce vote réaffirme le rôle essentiel de la démocratie directe comme garant de la continuité de systèmes politiques et fiscaux qui font leurs preuves, un trait que beaucoup d'analystes étrangers qualifient volontiers de... typiquement suisse.